

Bulletin FrancoPaix



UQAM



CHAIRE **RAOUL-DANDURAND**
EN ÉTUDES STRATÉGIQUES ET DIPLOMATIQUES

Centre FrancoPaix

Vol. 10, n° 1

JANVIER 2025



Le Soudan au cœur de la crise : défis humanitaires et stratégies pour une réponse durable

Abraham Ename Minko

Nouvelles et annonces

PAGE 8



Le Soudan au cœur de la crise : défis humanitaires et stratégies pour une réponse durable

Abraham Ename Minko

Abraham Ename Minko

Doctorant en sciences politiques et relations internationales à l'Université d'Istanbul, Türkiye

abrahamminko@gmail.com



RÉSUMÉ EXÉCUTIF

Enterrée par d'autres conflits captivant la une des médias, **la crise humanitaire qui sévit actuellement au Soudan est pourtant l'une des plus graves au monde**. Elle précède les confrontations entre militaires et groupes armés qui ont eu cours en 2023, s'enracinant plutôt dans plusieurs décennies de crises.

Pour bien ancrer et adapter les interventions humanitaires au contexte soudanais, **il convient de comprendre la situation sociopolitique du pays, ses défis et les besoins de ses communautés**.

Si l'accès à l'eau, à la nourriture et aux soins médicaux nécessite une attention immédiate, **le renforcement des capacités locales demeure essentiel** pour garantir la résilience des communautés à long terme.

La promotion de solutions basées sur le dialogue et la réconciliation, l'implication des communautés locales, la mobilisation accrue des ressources financières et techniques ainsi qu'un engagement politique fort sont indispensables pour **transformer cette crise en une opportunité de reconstruction et de stabilité durable**.



Le Soudan traverse une crise humanitaire profonde, exacerbée par des conflits armés, des déplacements massifs de population et une insécurité alimentaire croissante. Cependant, la crise actuelle trouve ses racines bien au-delà des événements récents. En effet, depuis son indépendance en 1956, le Soudan est marqué par une instabilité politique chronique, avec des coups d'État militaires, des guerres civiles prolongées et des tensions ethniques et régionales. Ces dynamiques ont conduit à une marginalisation systématique de certaines régions, comme le Darfour, le Kordofan et l'est du pays, où les revendications d'autonomie et de justice sociale ont souvent été réprimées par la force. Les décennies de conflits internes ont laissé des infrastructures fragiles et des institutions étatiques affaiblies incapables de répondre aux besoins de base de la population. L'accord de paix de 2005, qui a mis fin à la deuxième guerre civile soudanaise, et la sécession du Soudan du Sud en 2011 n'ont pas apporté la stabilité escomptée. Au contraire, la perte des ressources pétrolières, concentrées principalement dans le sud, a aggravé les difficultés économiques du Soudan, rendant le pays encore plus vulnérable aux crises économiques et sociales.

Le déclenchement des hostilités entre les Forces de soutien rapide (RSF) et l'armée nationale en avril 2023 a intensifié les défis humanitaires, plongeant le pays dans un chaos encore plus grand et entraînant des déplacements massifs de populations, une insécurité alimentaire croissante et une détérioration rapide des services de base¹. Ce conflit récent est le résultat de tensions



« La situation humanitaire actuelle n'est donc pas qu'une crise contextuelle ; elle est aussi profondément enracinée dans des problèmes structurels qui sont ancrés dans l'histoire politique et sociale complexe du Soudan. »

accumulées au fil des années, notamment autour de la question du pouvoir militaire et civil dans la transition politique post-Béchar.

La situation humanitaire actuelle n'est donc pas qu'une crise contextuelle ; elle est aussi profondément enracinée dans des problèmes structurels qui sont ancrés dans l'histoire politique et sociale complexe du Soudan².

2023 : l'exacerbation des crises humanitaires

Une crise humanitaire sans précédent, caractérisée par une combinaison de défis structurels et de besoins humanitaires aigus, sévit au Soudan³. Celle-ci est notamment provoquée par les conflits armés qui persistent entre les factions militaires, notamment depuis l'escalade des tensions en avril 2023⁴. Ces affrontements ont non seulement causé la mort de plus de 150 000 civils, mais également provoqué le déplacement interne d'au moins 12 millions de personnes. En outre, plus de deux millions de personnes, dont la majorité sont des femmes et des enfants, ont trouvé refuge dans les pays voisins⁵. Ces mouvements de population, principalement vers des régions qui partagent une frontière avec le Tchad ou l'Égypte, ont exacerbé la pression sur les pays voisins, mettant en évidence la dimension régionale de la crise. Par exemple, au Tchad, les camps de réfugiés sont débordés et l'assistance humanitaire est insuffisante pour répondre aux besoins essentiels des nouveaux arrivants⁶.

L'insécurité alimentaire est un autre défi majeur au Soudan. Le Programme alimentaire mondial estime que plus de 20 millions de personnes, soit près de la moitié de la population, sont confrontées à une faim aiguë⁷. Cette situation est aggravée par les perturbations des chaînes d'approvisionnement causées par les combats ainsi que par des conditions climatiques défavorables, notamment des sécheresses et des inondations récurrentes. Ces phénomènes climatiques ont détruit des cultures, réduit les stocks alimentaires et affecté les moyens de subsistance des communautés rurales, qui représentent une grande partie de la population soudanaise. En 2021, par

exemple, les inondations dans l'État du Nil Bleu ont détruit plus de 800 000 hectares de terres agricoles, exacerbant la dépendance à l'aide alimentaire⁸.

Les infrastructures de santé et d'éducation, déjà fragiles avant la plus récente crise, sont désormais au bord de l'effondrement. Selon l'Organisation mondiale de la santé, près de 70 % des établissements de santé sont inaccessibles ou non fonctionnels en raison des affrontements⁹. Des millions de personnes n'ont donc pas accès aux soins de base, aggravant la propagation des maladies comme le choléra, qui a récemment resurgi dans plusieurs régions. Par ailleurs, des milliers d'écoles ont été détruites ou fermées, privant des millions d'enfants d'accès à l'éducation. Cette interruption prolongée menace de créer une génération perdue, privée de compétences essentielles pour reconstruire le pays à long terme¹⁰.

Crise humanitaire ou crise de gouvernance ?

La fragilité structurelle de la gouvernance est un autre défi avec lequel doit composer le Soudan. Le pays souffre d'une centralisation excessive du pouvoir, de la corruption endémique et de l'absence d'institutions solides capables de répondre efficacement aux crises. La transition politique amorcée après la chute d'Omar el-Béchar en 2019 a été marquée par des tensions persistantes entre les civils et les militaires, empêchant toute réforme significative¹¹. Cette instabilité institutionnelle complique davantage les efforts pour attirer l'aide internationale et mettre en œuvre des stratégies durables. En conséquence, les initiatives locales et internationales sont souvent fragmentées et inefficaces, comme en témoigne l'échec des accords de paix précédents, incapables de mettre fin aux cycles de violence.

Les défis humanitaires et structurels au Soudan ne peuvent être pleinement compris sans une analyse du rôle de l'État soudanais avant, pendant et après l'éclatement de la crise actuelle. Historiquement, les politiques publiques de ce pays ont eu tendance à exacerber les inégalités régionales et sociales. Sous les différents régimes militaires et civils, les ressources et

les infrastructures ont été concentrées dans la capitale, Khartoum, au détriment des régions périphériques. Cette centralisation du pouvoir et des ressources a alimenté le ressentiment des populations locales, notamment au Darfour et dans les monts Nuba, qui ont ressenti une marginalisation économique et politique constante.

Le rôle de l'État s'est encore plus affaibli au cours de la crise actuelle : les institutions, déjà fragiles, ont été incapables de répondre aux besoins urgents des populations déplacées ou affectées par les combats. L'État soudanais, en proie à des luttes de pouvoir internes, a fait preuve de méfiance à l'égard de certaines interventions humanitaires, percevant parfois les organisations internationales comme des menaces à sa souveraineté. Cette dynamique n'est pas nouvelle ; elle s'est manifestée lors de crises antérieures, notamment au Darfour, où les autorités soudanaises avaient restreint l'accès des humanitaires pour contrôler les flux d'informations et limiter l'influence extérieure.

Depuis le début des hostilités entre les RSF et l'armée soudanaise, l'État central est davantage fragmenté, ce qui a conduit à une diminution de son contrôle sur de vastes parties du territoire. Le niveau de collaboration entre les autorités locales et les

« Les défis humanitaires et structurels au Soudan ne peuvent être pleinement compris sans une analyse du rôle de l'État soudanais avant, pendant et après l'éclatement de la crise actuelle. »

humanitaires varie selon les régions et les rapports de pouvoir en place. En effet, alors que l'accès humanitaire est extrêmement limité dans certaines zones contrôlées par les RSF, d'autres préconisent la coopération pour alléger la pression sur les communautés. Ainsi, le conflit a radicalement changé les dynamiques en place ; la réponse humanitaire est donc d'autant plus complexe à

mettre en œuvre qu'elle doit constamment adapter ses stratégies d'intervention.

Réponse humanitaire : stratégies immédiates et coordination mondiale

La réponse humanitaire immédiate au Soudan nécessite une action coordonnée pour surmonter les obstacles logistiques et sécuritaires. L'accès humanitaire reste gravement limité dans les zones de conflit actif, entravant la distribution d'aide essentielle. Par exemple, les organisations humanitaires, comme Médecins Sans Frontières, ont signalé des attaques contre leurs convois et des pillages dans leurs entrepôts, réduisant leur capacité à fournir des soins de santé de base¹². Pour répondre à ces défis, des corridors humanitaires sécurisés doivent être mis en place en coopération avec les parties belligérantes et grâce au soutien de médiateurs internationaux – comme ce fût le cas en Éthiopie pendant le conflit au Tigré¹³.

Le rôle des acteurs internationaux est crucial pour mobiliser des ressources et garantir une réponse rapide. Toutefois, les financements restent largement insuffisants face à l'ampleur des besoins. En 2024, l'ONU n'avait reçu que 49 % du 2,7 milliards de dollars prévus comme fonds nécessaires pour répondre à la crise au Soudan¹⁴. La mobilisation massive de ressources financières pour l'Ukraine – près de 5,6 milliards de dollars en 2023 – révèle une disparité dans l'attention accordée aux crises africaines¹⁵. Pour combler ce déficit, des mécanismes innovants de financement, comme des contributions publiques/privées ou des fonds d'urgence régionaux – à l'instar de ceux mis en place par l'Union africaine pour le cyclone Idai en 2019¹⁶ – pourraient être explorés.

La coordination entre les agences humanitaires et les autorités locales est également essentielle pour éviter la duplication des efforts et maximiser l'impact des interventions. Cependant, la méfiance entre les acteurs locaux et internationaux complique souvent cette collaboration¹⁷. Par exemple, au Darfour, certaines communautés locales

ont exprimé leur frustration face à des interventions perçues comme imposées de l'extérieur et ignorant les dynamiques culturelles et sociales. Une approche participative, impliquant les chefs de communauté et les organisations locales, pourrait améliorer l'efficacité des opérations et renforcer leur légitimité, comme cela a été démontré dans la réponse à la crise des Rohingyas au Bangladesh¹⁸.

« L'État soudanais, en proie à des luttes de pouvoir internes, a fait preuve de méfiance à l'égard de certaines interventions humanitaires, percevant parfois les organisations internationales comme des menaces à sa souveraineté. »

Enfin, l'utilisation des technologies modernes peut transformer la réponse humanitaire. Des outils comme les drones, pour cartographier les zones inaccessibles, ou les paiements numériques, pour distribuer l'aide financière, ont prouvé leur efficacité dans d'autres contextes¹⁹. Cependant, au Soudan, ces innovations restent sous-utilisées en raison de contraintes budgétaires et technologiques. Un investissement ciblé dans ces solutions pourrait considérablement renforcer la rapidité et l'efficacité des interventions humanitaires. Le Kenya, où les paiements mobiles ont révolutionné l'aide en espèces pour les populations vulnérables, est un exemple duquel s'inspirer.

S'adapter à un nouveau contexte

Les interventions humanitaires au Soudan au cours des deux dernières décennies ont eu un impact significatif, bien que souvent limité par les contraintes politiques et sécuritaires. La crise au Darfour, débutée en 2003, a attiré une attention

internationale massive, déclenchant l'une des plus grandes opérations humanitaires au monde. Cependant, malgré les efforts de nombreuses organisations internationales et locales, les besoins des populations sont restés criants en raison de l'insécurité persistante, des restrictions imposées par le gouvernement soudanais et des tensions entre les groupes armés. Cette situation a créé un environnement difficile pour les acteurs humanitaires, souvent contraints de réduire ou d'adapter leurs opérations face aux expulsions, aux attaques ou à l'accès limité aux zones de conflit.

L'indépendance du Soudan du Sud en 2011, qui a marqué la fin de décennies de guerre civile, a également influencé les opérations humanitaires au Soudan. Avec la perte des revenus pétroliers et l'augmentation des tensions dans les régions frontalières, le Soudan a vu une nouvelle montée des besoins humanitaires. Ceux-ci ont également été exacerbés en raison des conflits persistants dans certaines régions (le Kordofan et le Nil Bleu, notamment), l'effondrement économique et les déplacements massifs de population. Les opérations humanitaires ont dû s'adapter à ce nouveau contexte, souvent en étroite coordination avec des partenaires internationaux, pour faire face à la multiplicité des crises.

Ainsi, les besoins humanitaires au Soudan ne datent d'hier ; ils sont le résultat d'une série de crises qui se sont accumulées sur des décennies, rendant les interventions particulièrement complexes puisqu'elles doivent tenir compte de dynamiques historiques tout en s'adaptant aux réalités

présentes. Les leçons tirées des interventions passées, notamment l'importance d'une coordination étroite entre les acteurs locaux et internationaux et la nécessité de maintenir l'accès humanitaire, restent cruciales pour répondre efficacement aux besoins dans le contexte de crise actuel.

Une réponse durable et inclusive au Soudan repose sur la reconstruction des infrastructures de base, en particulier dans les secteurs de la santé, de l'éducation et de l'agriculture. Ces domaines sont essentiels pour renforcer la résilience des communautés locales et leur permettre de surmonter les conséquences de la crise. Par exemple, le Rwanda, après le génocide de 1994, a investi massivement dans des programmes de santé communautaire et d'éducation, contribuant à stabiliser le pays et à améliorer les conditions de vie²⁰. Une approche similaire au Soudan pourrait inclure la réhabilitation des établissements de santé détruits et le lancement de programmes éducatifs adaptés aux enfants déplacés ou traumatisés.

L'inclusion des acteurs locaux dans les processus de planification et de mise en œuvre est également indispensable pour assurer l'efficacité et la légitimité des interventions. Au Soudan, les communautés locales possèdent une connaissance précieuse des dynamiques sociales et culturelles ainsi que des besoins. Or, elles sont souvent marginalisées dans les processus de consultation et de planification humanitaire, ce qui limite l'efficacité des interventions. À cet égard, un exemple marquant est celui des réponses humanitaires dans la région du Darfour :

les agences internationales ont été maintes fois critiquées pour avoir privilégié des approches standardisées ne tenant pas compte des particularités culturelles et des structures sociales locales. Cela a conduit à des tensions entre les communautés bénéficiaires et les intervenants. Par conséquent, l'aide a été difficilement acceptée, voire parfois inefficace²¹. Par ailleurs, l'absence des femmes soudanaises — alors qu'elles sont souvent les premières touchées par les crises — dans les processus de planification et de mise en œuvre des programmes humanitaires entraîne des lacunes dans la réponse aux besoins liés au genre. Par exemple, lors de la crise de 2019, plusieurs organisations féminines locales ont dénoncé le manque de distribution d'articles d'hygiène pour les femmes dans les camps de déplacés. Ces exemples montrent que l'exclusion des acteurs locaux peut conduire à des réponses qui ne sont pas adaptées aux réalités du terrain. Une intégration plus systématique de ceux-ci pourrait non seulement améliorer



« L'absence des femmes soudanaises [...] dans les processus de planification et de mise en œuvre des programmes humanitaires entraîne des lacunes dans la réponse aux besoins liés au genre. »



la pertinence et l'acceptation des interventions, mais aussi renforcer la résilience des communautés en s'assurant que les solutions mises en place sont durables et appropriées. À cet effet, il est possible de tirer des apprentissages de la Somalie, où des initiatives locales, comme les comités de gestion des secours, ont joué un rôle clé dans la distribution équitable de l'aide²². Intégrer ces pratiques dans le contexte soudanais pourrait renforcer la confiance entre les acteurs humanitaires et les populations locales.

Les efforts de reconstruction doivent également s'accompagner de réformes institutionnelles gouvernementales visant à renforcer la gouvernance, à réduire les inégalités et à prévenir les futures crises. L'Afrique du Sud, après l'apartheid, a démontré l'importance de processus inclusifs comme la Commission vérité et réconciliation pour poser les bases d'une paix durable²³. Au Soudan, un dialogue national impliquant toutes les parties prenantes, y compris les groupes marginalisés,

pourrait contribuer à résoudre les causes structurelles de l'instabilité.

Les autorités soudanaises sont actuellement trop affaiblies et concentrées sur le contrôle militaire pour relever les défis humanitaires et structurels du pays, négligeant de ce fait les besoins de la population. Une aide internationale accrue et une pression soutenue pour des réformes politiques sont nécessaires pour améliorer la gouvernance et stabiliser le pays. Pour assurer la transition, les autorités soudanaises pourraient s'appuyer sur un modèle de réussite, comme la Sierra Leone, mais elles devront opérer un changement de stratégie significatif.

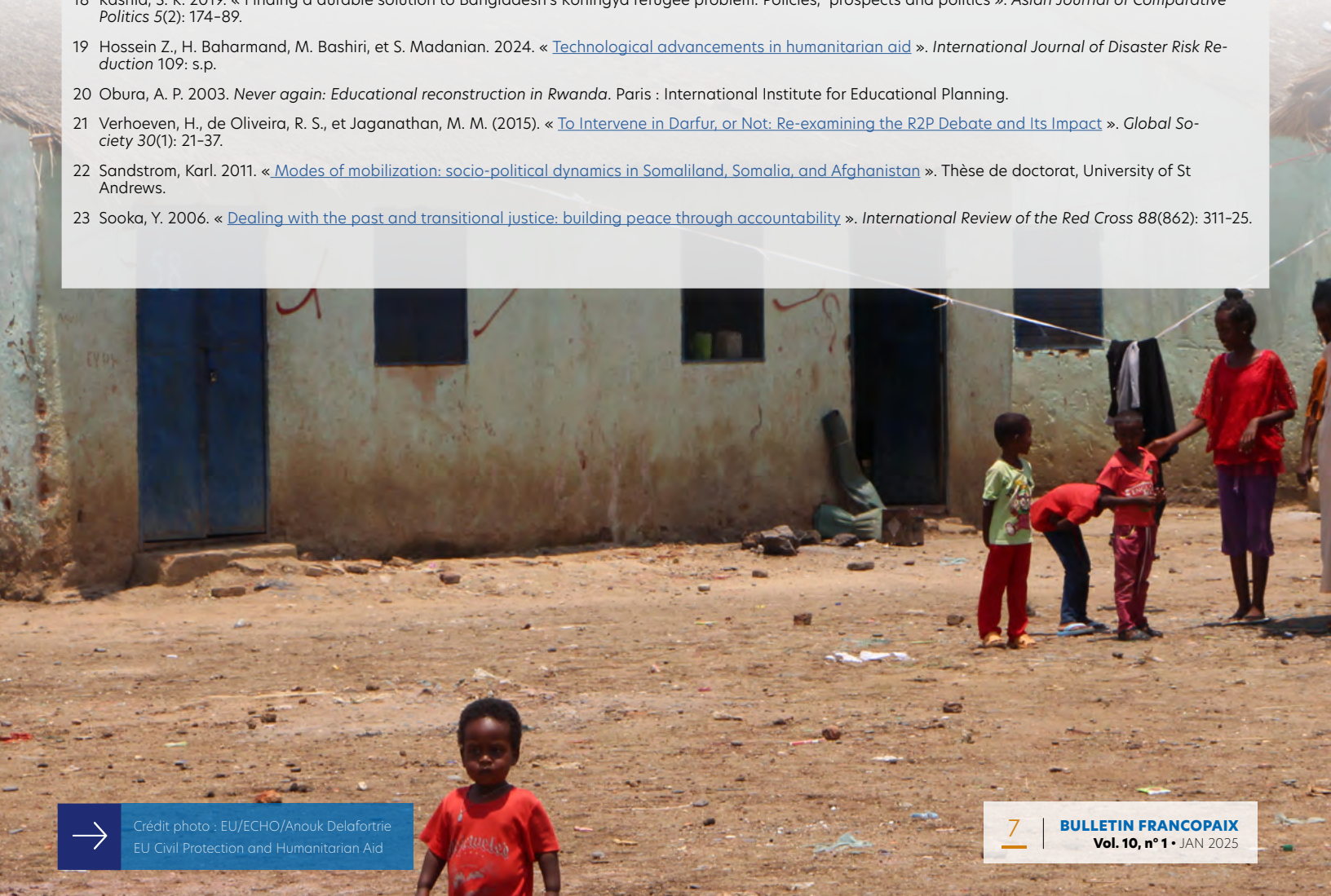
Enfin, une réponse durable exige de prendre en compte la question environnementale, car les changements climatiques exacerbent les vulnérabilités au Soudan. Une solution comme l'agroécologie – qui a été adoptée avec succès au Sahel pour améliorer la sécurité alimentaire tout en préservant les écosystèmes – pourrait être adaptée au contexte soudanais. Cela

nécessite cependant un engagement financier international substantiel, à l'image de l'Initiative de la Grande Muraille verte, qui bénéficie d'un soutien multilatéral pour combattre la désertification et renforcer la résilience des communautés en Afrique subsaharienne.

Pour l'heure, l'établissement de corridors humanitaires sécurisés pour permettre l'accès immédiat à l'aide vitale pour les millions de personnes affectées par la crise demeure la priorité. Parallèlement, il est crucial d'engager un dialogue inclusif entre les parties belligérantes pour mettre fin aux hostilités et créer un environnement propice à une intervention humanitaire coordonnée et durable. Sans ces actions immédiates, la situation risque de s'aggraver et d'avoir des conséquences dévastatrices pour la population soudanaise.



- 1 Marseden, R. D. 2024. « [Sudan's forgotten war : A new diplomatic push is needed](#) ». Chatham House.
- 2 Pospisil, J. 2024. « [A Stalemate That Does Not Ripen: On the Stagnant Business of Sudanese Conflict Mediation](#) ». PeaceRep.
- 3 Verhoeven, H. 2023. « Surviving Revolution and Democratisation: The Sudan Armed Forces, State Fragility and Security Competition ». *Journal of Modern African Studies* 61(3): 413-437.
- 4 Mailey, J. R. 2024. [The War of Thieves: Illicit Networks, Commoditized Violence and The Arc of State Collapse in Sudan](#). Genève : Global Initiative Against Transnational Organized Crime.
- 5 OCHA. 2024. [Sudan: Humanitarian Response Dashboard](#). New York/Genève: OCHA.
- 6 Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme. 2024. [A/HRC/55/29: Situation of Human Rights in Sudan - Report of the United Nations High Commissioner for Human Rights](#). Genève: OHCHR.
- 7 Organisation internationale pour les migrations. 2024. [Regional Sudan Crisis Response - Situation Update](#). Genève : OIM.
- 8 Integrated Food Security Phase Classification. 2023. [Sudan' IPC Acute Food Insecurity Analysis](#). Rome: IPC. ; Humanitarian Aid. (2024). « [Sudan: Famine Risk Is Real, FAO Warns](#) ». *UN News*, 19 avril 2024.
- 9 Dafallah, A., O. K. Elmahi, M. E. Ibrahim, R. E. Elsheikh, et K. Blanchet. 2023. « [Destruction, Disruption and Disaster: Sudan's Health System Amidst Armed Conflict](#) ». *Conflict and Health* 17(1): 43.
- 10 Care International. 2024. « [Sudan: A forgotten crisis the world must pay attention to now](#) ». *Care International*.
- 11 Abas, R. 2023. « [Paramilitary Industrial Complex in Sudan](#) ». The Tahrir Institute for Middle East Policy.
- 12 Konozy, E. H. E. 2023. « [Sudan's Devastating War: Unravelling Its Multifaceted Impact](#) ». *Medicine, Conflict, and Survival* 40(1): 53-57.
- 13 Yohannes, Mekonnen Alemu Gebre. 2021. « The Tigray Region of Ethiopia ». Dans *Language Policy*, 29-51. Cham: Springer International Publishing.
- 14 Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés. (2024, 25 septembre). « [Communiqué de presse - Les membres de la communauté internationale demandent que des mesures soient prises face à l'escalade de la crise au Soudan lors de l'Assemblée générale des Nations Unies](#) ». HCR.
- 15 Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés et Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations unies. (2023, 15 février). « [L'ONU et ses partenaires lancent un appel de fonds de 5,6 milliards de dollars pour venir en aide aux millions de personnes touchées par la guerre en Ukraine](#) ». OCHA-HCR.
- 16 African Union. 2019. « [The African Union contributes \\$350,000 to disaster efforts in Mozambique, Zimbabwe, and Malawi and dispatch of high-level assessment mission](#) ». African Union.
- 17 Les Nations unies s'attaquent à ce problème à plusieurs niveaux. Voir par exemple Security Council Report. 2022. « [In Hindsight: The Security Council and Unconstitutional Changes of Government in Africa](#) ». Security Council Report. ; Programme des Nations unies pour le développement. 2023. [Soldiers and Citizens: Military Coups and the Need for Democratic Renewal in Africa](#). New York : Programme des Nations unies pour le développement.
- 18 Rashid, S. R. 2019. « Finding a durable solution to Bangladesh's Rohingya refugee problem: Policies, prospects and politics ». *Asian Journal of Comparative Politics* 5(2): 174-89.
- 19 Hossein Z., H. Baharmand, M. Bashiri, et S. Madanian. 2024. « [Technological advancements in humanitarian aid](#) ». *International Journal of Disaster Risk Reduction* 109: s.p.
- 20 Obura, A. P. 2003. *Never again: Educational reconstruction in Rwanda*. Paris : International Institute for Educational Planning.
- 21 Verhoeven, H., de Oliveira, R. S., et Jaganathan, M. M. (2015). « [To Intervene in Darfur, or Not: Re-examining the R2P Debate and Its Impact](#) ». *Global Society* 30(1): 21-37.
- 22 Sandstrom, Karl. 2011. « [Modes of mobilization: socio-political dynamics in Somaliland, Somalia, and Afghanistan](#) ». Thèse de doctorat, University of St Andrews.
- 23 Sooka, Y. 2006. « [Dealing with the past and transitional justice: building peace through accountability](#) ». *International Review of the Red Cross* 88(862): 311-25.



NOUVELLES ET ANNONCES

→ Bruno Charbonneau

est récipiendaire d'une bourse du Programme de subventions du conseiller scientifique 2025 de l'OTAN pour le projet « Foresight : Planning for Low-Carbon Warfare ». Celui-ci vise à explorer les futurs de la guerre et des organisations militaires au regard des transformations sociotechnologiques qui accompagnent le changement climatique.

→ Sarah-Myriam Martin-Brûlé et Nicolas Klingelschmitt

participeront au colloque intitulé « La diplomatie canadienne dans les turbulences du système international », qu'ils co-organisent avec le Réseau d'analyse stratégique, en partenariat avec la Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques de l'UQAM et le CÉRIUM. L'évènement aura lieu le 7 février à compter de 13h.

[Détails et inscription](#)

→ Bruno Charbonneau

a participé à l'évènement « Strategic Foresight 2025 » de l'OTAN organisé à Ottawa les 8 et 9 janvier.

→ Bruno Charbonneau

a présenté les résultats de ses travaux sur le changement climatique et la sécurité en Afrique lors de la table ronde annuelle sur la sécurité climatique du comité politique de l'OTAN, au siège de l'OTAN, le 22 janvier à Bruxelles.



NOUVELLES ET ANNONCES

→ APPEL À COMMUNICATIONS

Troisième colloque annuel

Le changement climatique et le futur de la guerre et de la paix

Du 5 au 6 mai 2025, Montréal

Le Centre FrancoPaix de la Chaire Raoul-Dandurand et l'Association canadienne sur la sécurité climatique organisent le colloque « Le changement climatique et le futur de la guerre et de la paix ».

Cet événement vise à explorer les possibilités et les limites des imaginaires et des prédictions des futurs climatiques, précisément en ce qui concerne le futur de la guerre et de la paix. Ce colloque examinera comment les cadres conceptuels et prédictifs liés au changement climatique influencent les trajectoires de la guerre et de la paix. Le colloque traitera également des questions soulevées par le pouvoir des imaginaires sur la préparation et la gestion de la guerre et de la paix. Il examinera l'influence de diverses technologies, pratiques, politiques et imaginaires, sociotechniques.

L'appel à communications est ouvert. Vous êtes invité-e-s à soumettre des propositions sur les thèmes suivants :

- Le changement climatique et l'avenir de la guerre
- Le changement climatique et l'avenir des interventions humanitaires, du maintien de la paix et de la consolidation de la paix
- Le changement climatique et les organisations militaires (c'est-à-dire où, quand, avec qui, avec quoi ou à quelles fins les militaires sont déployés)
- L'impact du changement climatique sur le renseignement, l'évaluation des risques et des menaces, ou la prospective stratégique
- Les possibilités et les limites technologiques et politiques de la prévision de l'avenir en matière de sécurité climatique
- La politique et/ou l'éthique des prédictions, notamment en matière de « production de mondes futurs »
- Les implications politiques de l'élaboration de l'avenir et des capacités de prévision

Veuillez soumettre le titre de votre communication, un résumé de 200 mots ainsi qu'une courte biographie à l'adresse contact@csac-acsc.org avant le 3 février 2025.

Les propositions retenues seront annoncées avant le 21 février 2025.

[Pour tous les détails](#)



Le changement climatique et le futur de la guerre et de la paix

Du 5 au 6 mai 2025
Montréal, Qc, Canada

UQAM



CHAIRE RAOUL-DANDURAND
EN ÉTUDES STRATÉGIQUES ET OPÉRATIQUES
Centre FrancoPaix

Association canadienne
sur la sécurité climatique



Centre FrancoPaix
Montréal

→ Bulletin FrancoPaix - Appel à contributions

Dans un espace francophone en constante mutation, où les enjeux locaux et régionaux de la sécurité, du développement et de la démocratie, souvent protéiformes, se mêlent aux jeux d'influence géopolitiques mondiaux et aux dynamiques transnationales, il est essentiel de saisir l'ensemble des aspects grâce à des analyses expertes et rigoureuses.

Depuis 2016, le Bulletin FrancoPaix a pour objectifs de valoriser, vulgariser et diffuser la recherche produite en français dans le domaine des études sur la paix et sur les conflits. Il s'adresse à un public informé, universitaire, praticien et professionnel. Il est distribué dans les réseaux universitaires et professionnels (onusiens, ONG et autres) et rejoint, également, près de 10,000 abonnés à l'infolettre de la Chaire Raoul-Dandurand. Chaque mois, nous publions des analyses décryptant les défis à la paix, à la démocratie, au développement et à la sécurité dans l'espace francophone, les causes et les conséquences des conflits ou interventions en cours, toujours dans une perspective transdisciplinaire et critique. Nous ouvrons également nos colonnes aux enjeux portant sur les espaces africains non francophones.

Si vous êtes chercheur.e, expert.e ou praticien.ne et désirez contribuer à notre mission et à nos débats, soumettez-nous votre proposition ! Si celle-ci est acceptée, notre comité éditorial vous accompagnera dans l'écriture, l'évaluation, les révisions et la publication de votre article (de 1500 à 2500 mots). De courts décryptages (800 à 1200 mots) sur un sujet d'actualité sont également les bienvenus. Votre contribution sera publiée dans notre bulletin mensuel et partagée sur nos réseaux sociaux. Un appui financier est possible (mais jamais garanti) pour les jeunes chercheur.e.s une fois le texte publié et seulement si les fonds sont disponibles.

Pour nous soumettre une proposition de contribution :

- Nom des auteur.e.s
- Affiliation institutionnelle et titre
- Adresse courriel
- Titre de la contribution
- Résumé (200 mots)

À envoyer à l'adresse : francopaix@protonmail.com

ÉQUIPE ÉDITORIALE

RÉDACTEUR EN CHEF

Bruno Charbonneau

Directeur du Centre FrancoPaix

Professeur titulaire, Collège militaire royal de Saint-Jean

RÉDACTEUR ADJOINT ET COORDONNATEUR

Marc-André Boisvert

Chercheur, Université du Québec à Montréal

RÉVISION

Daphné St-Louis Ventura

MEMBRES DU COMITÉ DE RÉDACTION

Adib Bencherif

Professeur adjoint, Université de Sherbrooke

Nadège Compaoré

Professeure adjointe, Université de Toronto

Marie-Eve Desrosiers

Professeure agrégée, Université d'Ottawa

Cédric Jourde

Professeur agrégé, Université d'Ottawa

Sarah-Myriam Martin-Brûlé

Professeure titulaire, Université Bishop's

Mulry Mondélice

Professeur adjoint, Collège militaire royal de Saint-Jean

Tatiana Smirnova

PhD, postdoctorante, CIDIS de l'Université de Sherbrooke

Le Centre FrancoPaix en résolution des conflits et missions de paix a pour mission de valoriser la recherche scientifique, la formation universitaire et le développement des études dans le domaine de la résolution des conflits et des missions de paix dans la francophonie.

CHAIRE RAOUL-DANDURAND | UQAM

C.P. 8888, Succ. Centre-Ville Montréal (Québec) Canada H3C 3P8

Tel. (514) 987-6781 | chaire.strat@uqam.ca | dandurand.uqam.ca

Retrouvez-nous sur Twitter : @CFrancoPaix et @RDandurand

PARTENAIRE

